

Vive le marxisme-léninisme-maoïsme!
Vive la guerre populaire !



Parti Communiste d'Afrique du Sud

Programme

L' « Apartheid »

L'Afrique du Sud doit sa réputation dans le monde à la domination blanche et à la politique de l'apartheid.

Seuls les trois millions de Blancs peuvent voter et être élus au Parlement et aux autres corps de l'Etat.

Les Blancs possèdent 87 % de la terre, ils contrôlent les mines, les usines, les banques et la plus grande partie du commerce.

Onze millions d'Africains, les deux tiers de la population, ont

droit à 13 % des terres, surpeuplées et épuisées.

Pour maintenir son système de domination raciale, le gouvernement du Parti Nationaliste a dû, de plus en plus, faire appel à la violence.

Le Parti communiste, après vingt-huit ans de lutte pour la liberté des travailleurs, a été interdit en 1950 par la loi dite de suppression du communisme.

La tâche la plus importante du Parti Communiste Sud-Africain est de travailler à l'édification d'un front de libération nationale.

Il s'efforce d'unir toutes les classes opprimées pour une révolution démocratique nationale, afin de détruire la domination des Blancs.

Le contenu principal de cette révolution sera la libération nationale du peuple africain.

Elle mettra fin en même temps à toutes les formes de discrimination et de privilèges raciaux.

Elle rendra la terre et les richesses du pays au peuple, elle garantira la démocratie, la liberté et l'égalité des droits pour tous.

Le Parti communiste n'a pas d'autres intérêts que ceux des

classes laborieuses.

Les communistes sont les fils du peuple et partagent avec lui la nécessité urgente de mettre fin à la souffrance et à l'humiliation de l'apartheid.

La destruction du colonialisme et la libération de la nation sont les conditions essentielles pour atteindre au but suprême du Parti communiste : l'établissement d'une Afrique du Sud socialiste, posant les bases d'une société communiste sans classes.

Le communisme, force vitale de notre temps.

Marx a analysé le système de production capitaliste, en montrant comment il repose sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

Lénine a mis en lumière la phase extrême du développement du capitalisme au XXe siècle : l'impérialisme.

Les impérialistes exportent leurs capitaux dans les pays producteurs de matières premières où la main-d'œuvre est on marché, ceux dont l'économie est la moins développée.

La pénétration économique est suivie de la domination politique.

Une poignée de monopoles de l'Europe de l'Ouest, du Japon et des Etats-Unis d'Amérique, à la recherche de profits toujours plus grands, dominent l'ensemble de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine, exploitant sans vergogne leurs ressources naturelles et leurs populations.

Dans les cas extrêmes, les indigènes ont été massacrés et pratiquement exterminés.

De l'impérialisme est issue la théorie des races dites « supérieures » et « inférieures » qui a trouvé son application dans l'Allemagne d'Hitler et dans l'Afrique du Sud de Verwoerd.

Le capitalisme a pu représenter, en son temps, un progrès par rapport au féodalisme, des libertés plus grandes, une production plus importante, mais il n'est plus, de nos jours, une force de progrès.

La contradiction profonde entre la production sociale et l'appropriation privée conduit aux grands conflits sociaux, en particulier entre les peuples colonisés en lutte pour leur libération nationale, et leurs maîtres impérialistes.

Le socialisme seul peut mettre fin aux contradictions du capitalisme en supprimant la propriété privée des principaux moyens de production et en les mettant entre les mains du peuple.

Il remplace la dictature des capitalistes par celle des travailleurs.

Une nouvelle ère dans l'histoire de l'humanité s'est ouverte avec la grande Révolution Socialiste d'Octobre 1917.

Les victoires des ouvriers et des paysans soviétiques ont inspiré des millions de travailleurs.

Dans toutes les parties du monde, des Partis communistes se créèrent.

Dans les colonies impérialistes d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, des millions d'hommes se levèrent pour lutter contre les oppresseurs.

Après la défaite du fascisme lors de la seconde guerre mondiale, la cause du peuple fit un autre bond en avant avec la victoire de la grande nation chinoise, menée par son Parti communiste, qui libéra 750 millions d'hommes du joug impérialiste pour leur faire prendre la voie du socialisme.

Tous les pays d'Europe et d'Asie où le socialisme a triomphé ont rejoint l'Union Soviétique dans le camp socialiste et leurs relations se fondent sur l'égalité et la fraternité. L'exemple de Cuba a soulevé dans le continent sud-américain une énorme vague de résistance à l'esclavage économique de l'impérialisme

des Etats-Unis.

La plus grande menace pour les aspirations et l'avenir des peuples de tous les pays se trouve dans les plans agressifs de l'impérialisme international contre le socialisme et les mouvements d'indépendance nationale.

Si les impérialistes arrivaient à faire éclater un conflit nucléaire mondial, il en résulterait l'anéantissement d'une grande partie de l'humanité et la destruction des plus grandes réalisations humaines.

La nature de l'impérialisme n'a pas changé.

Mobilisés et organisés par les chefs de la réaction internationale — les capitalistes des monopoles U.S. — les impérialistes intensifient la course aux armements et la guerre froide, ils commettent continuellement de nouveaux actes d'intervention et d'agression, essayant de renverser le courant mondial d'indépendance nationale et de socialisme.

Ils menacent le monde de destruction nucléaire.

Mais grâce à l'énorme force économique sociale et militaire des pays socialistes, puissamment soutenus par des centaines de millions d'hommes dans les pays nouvellement libérés et dans les pays capitalistes, la possibilité que les impérialistes avaient d'imposer le colonialisme ou de déclencher des guerres a été

mise en échec.

Leurs ailes ont été rognées.

La victoire du socialisme ne peut naître d'une entente avec le capitalisme, en le persuadant qu'un changement est raisonnable et désirable.

Elle passe nécessairement par la lutte des masses populaires, dirigées par la classe la plus avancée et la plus révolutionnaire : la classe ouvrière.

La révolution africaine.

Le pillage humain et économique de l'Afrique par l'impérialisme européen, réalisé au nom d'un idéal altruiste et civilisateur, a stoppé net le développement économique et politique normal du continent.

Grâce aux luttes héroïques des peuples africains, grâce à l'effondrement du système colonial de l'impérialisme inauguré par la grande Révolution Socialiste d'Octobre, les peuples d'Afrique ont pu reconquérir leur liberté et leur indépendance.

En 1962, seuls l'Angola et le Mozambique et quelques autres territoires disséminés demeuraient sous la domination coloniale directe de puissances européennes.

Mais en République Sud-Africaine, dans le Sud-Ouest africain et en Rhodésie, c'est une minorité blanche qui continue à faire la loi.

L'indépendance politique formelle s'est étendue à presque tout le continent, mais si celle-ci est une base essentielle à progrès futur, elle ne peut assurer l'indépendance véritable des populations africaines.

Les anciennes colonies sont encore attachées par mille liens aux anciennes métropoles.

Par l'intermédiaire du « Commonwealth » britannique et de l'ex-« Communauté » française, d'énormes pressions s'exercent sur elles pour qu'elles demeurent dans le système politique, diplomatique, militaire et économique de l'impérialisme occidental.

On se « bouscule » à nouveau pour l'Afrique du côté des impérialismes anciens et récents qui s'efforcent, en pillant le continent, de freiner le développement des économies et des industries nationales.

Le Marché Commun européen a besoin d'une Afrique retardée pour en recevoir ses matières premières et pour y utiliser une main-d'œuvre bon marché.

Il faut « africaniser » l'Afrique, faire une réforme agraire

radicale, élever le niveau de vie désespérément bas des masses. Les jeunes républiques africaines doivent développer rapidement leur industrie et leur économie.

Elles sont soutenues en cela par l'aide généreuse et inconditionnelle de l'Union Soviétique et des autres pays socialistes.

Le Parti Communiste Sud-Africain considère comme une déformation dogmatique du marxisme la conception selon laquelle les pays africains, qui se trouvent dans une situation de développement pré-capitaliste, doivent nécessairement passer par la phase capitaliste avant de pouvoir instaurer le socialisme.

Mais les expériences des Républiques Socialistes d'Asie, de la Chine Populaire, du Vietnam du Nord, de la République Populaire de Corée et de la Mongolie Populaire prouvent qu'il est possible, à notre époque, pour les peuples des pays colonisés, d'avancer dans la construction du socialisme sans suivre les voies du capitalisme.

Reconnaissant l'importance de l'attraction des idées socialistes en Afrique, certains dirigeants ont avancé la conception d'une forme spéciale de « socialisme africain » différent du marxisme-léninisme.

Si les voies spécifiques vers le socialisme ne peuvent être les mêmes en Afrique que dans les autres continents, parce que les

traditions et l'Histoire nationales sont différentes, l'ensemble de l'expérience internationale a prouvé suffisamment que les grandes vérités du marxisme-léninisme sont entièrement applicables à tous les pays, quel que soit leur niveau de développement social.

Les innombrables tentatives, dans toutes les parties du monde, pour instaurer un « socialisme non-marxiste » ou pour « réviser », « modifier » et « améliorer » le marxisme-léninisme, ont toutes sombré dans le désastre et la trahison de la classe ouvrière.

Les pays d'Afrique sont à des stades différents de développement historique et social.

Il ne peut donc y avoir de solution commune qui réponde aux besoins de tous les territoires d'Afrique, mais dans la plupart d'entre eux les peuples aspirent à l'établissement d'une démocratie nationale, comme stade provisoire au socialisme.

Dans leur lutte pour l'indépendance nationale, la démocratie, l'unité et le socialisme, les peuples africains sont handicapés sérieusement par leur méconnaissance de l'idéologie socialiste, qui est due largement à la censure des impérialistes et à leur façon de déformer le communisme, ainsi qu'à l'absence, en maintes parties de notre continent, de partis marxistes-léninistes de la classe ouvrière indépendante.

La lutte commune des peuples d'Afrique contre l'impérialisme et le colonialisme sous toutes ses formes a poussé les peuples d'Afrique à s'unir plus que jamais.

Cette nécessité d'union trouve son expression dans les Conférences Panafricaines Populaires et dans des regroupements régionaux tels que le Mouvement Panafricain pour la Liberté de l'Afrique de l'Est, du Centre et du Sud, dans la création de la Fédération Panafricaine des Syndicats, dans les plans communs d'économie et de défense, dans les fédérations régionales actuelles ou à venir dont le but est l'établissement d'une communauté africaine unie.

Les frontières établies par les impérialistes ne reflètent pas les intérêts africains et ne démarquent pas des divisions naturelles, géographiques, linguistiques ou autres.

Les nations africaines acquérant leur indépendance dans notre époque de transition mondiale vers le socialisme ne devront pas inévitablement suivre les voies des autres continents en développant leurs antagonismes nationaux, chacune préservant jalousement ses frontières.

A condition que tous les pays africains suivent les formes non-capitalistes de développement, la réalisation de l'unité africaine deviendra effective.

Mais si ce grand processus historique doit s'effectuer sans

semer les germes de nouveaux conflits, il doit s'appuyer sur le consentement et la persuasion, non sur la force.

Les communistes reconnaissent le droit à l'autodétermination de tous les peuples et de tous les groupes nationaux.

Ils respectent les langues et les traditions valables de tous les peuples africains, ainsi que leur droit au développement indépendant de leur culture.

Tout en reconnaissant les éléments de progrès dans le nationalisme africain et dans le mouvement pour l'unité pan-africaine, les communistes sud-africains restent attachés aux principes de l'Internationale ouvrière.

Ils lutteront contre toutes les formes de racisme, d'isolationnisme, contre la glorification des traditions réactionnaires, qui ont leurs racines dans le capitalisme, le tribalisme et le féodalisme.

La lutte du peuple sud-africain est celle de tous les peuples d'Afrique. Il demande l'isolement diplomatique et économique complet de la république, le boycott de ses produits et le rappel de la main-d'œuvre migratrice de ce pays.

La richesse, l'expérience et les ressources de l'Afrique du Sud libérée seront une grande force pour la nouvelle Afrique.

Un colonialisme d'un type spécial.

Les Blancs enseignent que les barbares africains ont occupé le pays à peu près en même temps qu'eux et se sont cantonnés dans les réserves actuelles — « les Terres Bantoues ».

En fait, le premier établissement de la compagnie hollandaise des Indes Orientales remonte à trois cents ans.

Les Hollandais firent la guerre aux populations du Cap, dites « Hottentots » ou « Boschimans » (« Sauvages de la brousse ») qu'ils exterminèrent presque complètement.

A mesure qu'ils remontaient vers l'intérieur des terres, ils réduisaient les populations indigènes en esclavage.

Rien ne fut changé jusqu'en 1806, date à laquelle la colonie du Cap passa des mains des Hollandais à celles des Anglais.

Ceux-ci menèrent des guerres de conquête contre les Ama-Xhosa et les Zoulous, introduisirent de nombreux Blancs, étendirent, grâce aux missions, aux comptoirs commerciaux et aux bandes armées d'aventuriers, leur souveraineté sur tout le Sud de l'Afrique.

En 1836, la loi abolit l'esclavage dans la colonie du Cap, les Boers, mécontents, passèrent au Natal, à l'Orange et au Transvaal et continuèrent à mener des guerres agressives contre

les tribus africaines dont ils voulaient occuper les terres.

La société africaine n'était pas aussi retardée que la propagande colonialiste a voulu le prouver.

En particulier, le système de gouvernement était essentiellement démocratique et populaire, la propriété privée de la terre était inconnue, le gîte et le couvert étaient volontiers partagés, même avec les étrangers.

Lorsque les Blancs arrivèrent, ils furent accueillis avec courtoisie mais devant leurs agressions les Africains résistèrent courageusement.

Malheureusement, la supériorité de l'équipement militaire des Blancs et la désunion des peuples africains — malgré les tentatives de chefs tels que Moshoeshe — assurèrent la victoire des colonialistes.

La découverte des mines de diamants et d'or poussèrent les Britanniques à envahir les républiques boers, en principe pour libérer les populations africaines opprimées, mais le statut colonial fut encore plus rude sous le joug britannique.

L'impérialisme de la Grande-Bretagne et le nationalisme afrikander trouvèrent dans l'exploitation un terrain commun pour poser les bases de l'Union Sud-Africaine en 1910.

La Loi Agraire de 1913 interdit la propriété ou la tenure de la terre aux Africains, sauf dans les Réserves, superficies délibérément réduites, afin que leurs occupants soient poussés par la faim à travailler dans les entreprises blanches.

L'Afrique du Sud n'est pas une colonie, mais un Etat indépendant. Pourtant les masses populaires ne jouissent ni de l'indépendance, ni de la liberté.

L'octroi de l'indépendance à l'Afrique du Sud par la Grande-Bretagne, en 1910, ne fut pas une victoire sur les forces coloniales et impérialistes.

Il était dicté par les intérêts de l'impérialisme.

Le pouvoir ne fut pas mis entre les mains des masses populaires de l'Afrique du Sud mais dans celles de la minorité blanche.

Les maux du colonialisme furent renforcés contre la majorité non-blanche.

Un type nouveau de colonialisme se développa, dans lequel la nation blanche opprimante occupait le même territoire que le peuple opprimé lui-même et vivait à côté de lui.

L'industrialisation rapide durant les deux guerres mondiales bouleversa l'économie et fit naître une classe ouvrière urbaine,

composée principalement de non-Blancs, qui est la plus importante d'Afrique.

Les deux Afriques du Sud.

La « blanche », celle des monopoles et de l'impérialisme, qui veut annexer les autres territoires du Sud : l'Afrique du Sud-Ouest et les protectorats. La « non-blanche », qui a tous les traits d'une colonie.

Il y règne la force brutale et la terreur, et les institutions tribales les plus arriérées y sont artificiellement conservées.

Cette combinaison des pires éléments de l'impérialisme et du colonialisme détermine la nature particulière du système sud-africain.

Tous les Blancs jouissent de privilèges en Afrique du Sud.

Les monopoles contrôlent tout.

Les sept groupes financiers qui possèdent les mines d'or et de diamants sont en relations étroites avec les intérêts impérialistes britanniques et américains.

Leurs investissements dans les mines seulement s'évaluent à 490 millions de rands, ils emploient près de 500 000 ouvriers.

Deux de leurs banques contrôlent un capital de plus de 2000 millions de rands.

Ils sont étroitement liés aux monopoles nationaux, tels que Iscor (fer et acier), Escom (électricité) et Sasol (pétroles).

En 1958, 43 millions de rands de dividendes furent payés à l'étranger.

Les deux plus grandes banques sont pratiquement contrôlées par la Grande-Bretagne, et depuis quelques années les investissements américains en Afrique du Sud se sont considérablement accrus, dépassant l'ensemble des investissements américains dans tout le reste de l'Afrique.

Les travailleurs blancs, qui représentent une « aristocratie du travail », reçoivent un salaire assez élevé : un mineur blanc gagne 2470 rands par an, tandis qu'un non-Blanc a droit à une moyenne de 144 rands par an, plus la nourriture et l'habitation collective.

Un ouvrier agricole africain gagne environ 68 rands par an, un Blanc 1 050 rands.

L'ouvrier blanc se croit du côté de la classe dirigeante, mais il est lui aussi sujet à l'insécurité du système capitaliste.

Les intérêts fondamentaux de tous les travailleurs sud-africains

résident dans l'unité, afin d'en terminer avec l'exploitation humaine.

Malgré l'application de la doctrine « diviser pour régner » par le gouvernement du Parti Nationaliste, il n'y a pas, à l'heure actuelle, d'antagonismes de classe dans le peuple africain.

La machination du « Bantoustan ».

Le plan « bantoustan » établi par le Parti Nationaliste envisage la partition de l'Afrique du Sud.

L'indépendance serait octroyée aux Réserves, rebaptisées « terres bantoues », où sévissent la famine et la surpopulation.

Dans les 87 % du reste de l'Afrique du Sud, les Africains seraient considérés comme « étrangers » ou comme « visiteurs temporaires ».

Le gouvernement nationaliste tente, par l'intermédiaire des « autorités bantoues », d'accélérer le retour au tribalisme en utilisant les chefs prêts à collaborer, et en déposant ou en expulsant ceux qui refusent.

Mais les paysans, qui sont tous plus ou moins venus travailler dans les villes, se réveillent pour lutter, même par les armes, contre les autorités bantoues.

Le travail forcé est en honneur sur les terres des Blancs. Les fermiers blancs usent fréquemment de violences contre les travailleurs africains, les battant souvent jusqu'à ce que mort s'ensuive.

Sur les mines, les travailleurs — en partie « importés » des protectorats de l'Afrique du Sud-Ouest, des colonies portugaises, du Nyassaland, du Tanganyika et d'ailleurs — gagnent un salaire de famine, sont séparés de leur famille pour de longues périodes, et sont étroitement surveillés par la police et ses indicateurs, surtout depuis la grande grève déclenchée par l'Union des Mineurs Africains en 1946.

Le caractère spécifique du colonialisme en Afrique du Sud a provoqué le développement d'une classe capitaliste nationale en étranglant tout développement d'une classe de capitalistes africains.

Les hommes d'affaires africains n'ont pas droit à la propriété privée fixe.

Ils sont sujet à toutes les restrictions imposées aux Africains.

Les instituteurs travaillent dans des conditions très pénibles

Ils doivent enseigner la servilité et les théories de l'apartheid.

Sous le régime nationaliste, le niveau culturel a baissé de

manière catastrophique.

Les quelques places jadis laissées à des étudiants africains dans certaines universités blanches ont été supprimées.

On refuse les passeports a ceux qui veulent aller étudier à l'étranger.

A peu près toutes les bibliothèques, tous les théâtres, toutes les salles de concert, etc., sont réservés aux Blancs.

Les travailleurs des villes représentent la force la plus dynamique et la plus révolutionnaire de l'Afrique du Sud.

Elle est à l'avant-garde du peuple africain.

Les travailleurs africains sont l'âme du Congrès National Africain et du Parti communiste.

Ils ont, à plusieurs reprises, déclenche des grèves générales politiques à l'échelon national et ont été la force directrice dans toutes les luttes importantes du mouvement de libération.

Disciplinée, ayant appris à s'organiser et à s'unir à la dure école de la production capitaliste, poussée par les conditions de vie à lutter unis pour survivre, cette classe seule peut, avec l'aide des masses paysannes, mener un combat victorieux qui mette fin à la domination et à l'exploitation des Blancs.

Les Aialais et le reste de la population de couleur, non-africaine, qui représentent 1 million et demi de personnes, sont sujets aussi à maintes formes de discrimination raciale.

Néanmoins, pendant des années, cette communauté a occupé une position privilégiée par rapport aux Africains : les Blancs leur ont fait plusieurs concessions afin de prévenir la prise de conscience nationale des peuples de couleur et la formation d'un front uni des populations non-blanches opprimées.

Cette entreprise eut quelque succès, mais la politique de l'apartheid s'accroissant, elle rejeta les peuples de couleur dans la lutte pour la liberté aux côtés des Africains.

Les 500 000 Indiens sont les descendants de ceux qui vinrent travailler sur les plantations de canne du Natal.

Aujourd'hui, brimés par le gouvernement nationaliste, ils ont tourné le dos à la bourgeoisie réformatrice qui leur conseillait le compromis avec l'oppression au prix de quelques privilèges.

Les forces de changement.

En 1912, fut créé le Congrès National Africain (A.N.C.), qui marqua un pas important non seulement pour l'Afrique du Sud mais pour l'ensemble de notre continent.

En tant qu'organisation de libération nationale, l'A.N.C. ne représente ni une classe ni une seule idéologie, mais toutes les classes de la société africaine dans notre pays.

L'avant-garde de la classe ouvrière avec les jeunes intellectuels révolutionnaires ont fait avancer régulièrement la ligne politique de l'A.N.C. et ses méthodes de lutte.

Le Congrès a énergiquement rejeté le nationalisme étroit, le chauvinisme noir et l'anti-communisme, qui ne peuvent que desservir la cause du peuple.

Ce fut précisément sur ces bases que l'aile droite — le Congrès Pan-Africain — quitta l'A.N.C. pour former une organisation rivale.

L'A.N.C. est fermement allié aux organisations patriotiques des Indiens et des peuples de couleur, aux mouvements démocratiques européens, aux unions syndicales non-racistes.

Clandestin depuis 1960, le Congrès National Africain a néanmoins poursuivi la lutte.

L'organisation représentative du peuple indien est le Congrès Indien de l'Afrique du Sud, qui lutta d'abord pour les intérêts propres de la communauté indienne mais, depuis la dernière guerre, les fit dépendre de l'établissement d'une véritable démocratie dans l'ensemble du pays.

L'Organisation du Peuple Africain, premier mouvement politique des peuples de couleur, fut longtemps dominée par des éléments de la moyenne bourgeoisie qui collaborèrent avec les Blancs et prêchèrent l'apolitisme.

Mais depuis ces dernières années, les travailleurs de couleur se tournent de plus en plus vers le Congrès des Peuples de Couleur, lié à l'A.N.C.

Il y a toujours eu en Afrique du Sud une minorité de Blancs qui luttèrent contre toutes les formes d'oppression raciale.

Le Congrès des Démocrates, créé en 1953, interdit en 1962, réunissait des chrétiens, les libéraux, des communistes et représentait la partie la plus avancée de la population blanche.

L'alliance réalisée sous l'égide de l'A.N.C. a adopté un programme démocratique et révolutionnaire qui préconise de profonds changements démocratiques dans tous les domaines.

L'Union des Congrès a déclenché de nombreuses grèves générales (1er mai et 26 juin 1950) et mené d'actives campagnes contre le régime nationaliste.

Le mouvement ouvrier en Afrique du Sud reflète parfaitement le clivage entre la social-démocratie et le communisme.

Les ouvriers blancs luttèrent efficacement contre leurs exploiters capitalistes durant le premier quart du XXème siècle, mais à partir de 1922 trahirent la cause du socialisme et de l'unité de la classe ouvrière en s'alliant avec la bourgeoisie blanche contre leurs camarades à peau noire.

Le Parti travailliste, jadis puissant, est mort. Presque tous les syndicats blancs ne sont guère plus que des sociétés qui préservent le monopole blanc des emplois spécialisés.

Les travailleurs noirs ont dû créer leurs propres syndicats, qui enseignent l'unité de classe et la solidarité internationale.

Ils créèrent avec les travailleurs des autres races qui restaient fidèles aux principes du syndicalisme, le Congrès Sud-Africain des Syndicats (S.A.C.T.U.), qui est un des membres fondateurs de la Fédération Pan-Africaine des Syndicats.

Le Parti communiste.

Fondé le 29 juillet 1921, le Parti Communiste d'Afrique du Sud fut le premier parti marxiste-léniniste du continent africain.

Il devint rapidement le champion de la lutte contre l'exploitation et l'oppression, mais malgré ses victoires, le Parti Communiste d'Afrique du Sud se montra incapable de survivre dans l'illégalité.

Des illusions légalistes avaient pénétré dans les rangs du Parti jusque chez ses dirigeants.

Le Parti n'était pas préparé à travailler dans la clandestinité.

En 1950, le gouvernement nationaliste fit passer la loi dite de suppression du communisme : des centaines de communistes furent condamnés, bannis et obligés de quitter les organisations auxquelles ils avaient consacré leur vie.

Les nationalistes se vantèrent d'avoir « détruit le communisme en Afrique du Sud ».

Vainement. Défiant les lois nazies nationalistes, les communistes les plus déterminés d'Afrique du Sud se rassemblèrent en 1953 pour former le Parti Communiste Sud-Africain, pour lever plus haut l'étendard du mouvement communiste dans les conditions nouvelles de l'illégalité.

Héritier du Parti Communiste d'Afrique du Sud, le Parti Communiste Sud-Africain continue la tradition de luttes inflexibles contre l'exploitation et d'union des travailleurs de toutes races et de toutes couleurs.

La tâche immédiate du Parti communiste est de mener le combat pour la libération nationale des populations non-blanches et pour la victoire de la révolution démocratique.

La structure du Parti est basée sur les principes du centralisme démocratique.

Il demande la discipline la plus stricte, la subordination de la minorité à la majorité et des organes inférieurs aux organes supérieurs, l'interdiction de toute faction à l'intérieur du Parti.

Il soutient les principes de l'élection démocratique de tous les organes dirigeants du Parti, de la direction collégiale et des débats généraux sur la formulation de la ligne politique.

La révolution démocratique nationale.

Le Parti nationaliste gouverne l'Afrique du Sud depuis 1948. Contrôlé par la société secrète fasciste « Broederbond », il a été fortement influencé par le nazisme, a adopté la plupart des théories d'Hitler et a travaillé pour la victoire des fascistes durant la seconde guerre mondiale.

Il mobilise et arme la population blanche dans le but exprès de « fusiller tous les Noirs ».

Sa police a déjà massacré des Africains non armés, comme à Sharpeville et à Langa, dont le monde entier a été bouleversé.

A l'extérieur, un puissant mouvement international, soutenu par les gouvernements africains, asiatiques et socialistes a organisé le boycott de l'Afrique du Sud.

A l'intérieur le Parti Uni s'est montré incapable de régler la crise: principal groupe de l' « opposition » au Parlement, représentant les capitalistes de langue anglaise, il a en fait cautionné la marche vers le fascisme du Parti Nationaliste.

D'anciens membres du Parti Uni l'ont quitté en 1959 pour former le Parti Progressiste, soutenu par de gros groupes financiers.

Son but est d'empêcher la future révolution démocratique en offrant quelques avantages à la classe moyenne non-blanche pour alléger le fardeau intolérable de l'apartheid.

Quant au Parti Libéral, plus radical, il propose le droit de vote pour tous, mais préconise, pour l'obtenir, « les voies parlementaire constitutionnelle ».

Anti-communiste, anti-socialiste, inefficace dans la lutte contre l'oppression, c'est un allié douteux pour le mouvement de libération nationale.

Le contenu principal de la révolution en Afrique du Sud est la libération nationale du peuple africain.

Sa réussite intéresse profondément les autres groupes non-blancs, car en acquérant sa liberté, le peuple africain mettra fin en même temps à toutes les formes de discrimination raciale.

Elle intéresse aussi les travailleurs blancs, la petite bourgeoisie et les groupes professionnels pour qui l'établissement d'une véritable démocratie et l'élimination du fascisme et des monopoles offrent la seule perspective d'un avenir décent et stable.

Violence et non-violence.

Le Parti communiste a toujours préconisé des méthodes de lutte pacifiques, mais la classe dirigeante a toujours répondu à la non-violence par la violence, par le massacre d'hommes, de femmes et d'enfants inoffensifs.

Devant ces provocations, le mouvement de libération dut reconsidérer son attitude vis-à-vis de la non-violence comme principe universel.

Les nationalistes obligent les patriotes et les démocrates à prendre les armes pour se défendre, à organiser la résistance armée et la guérilla contre la domination blanche.

Le Parti communiste considère que le slogan de « non-violence » est dangereux pour la cause de la révolution nationale démocratique dans la nouvelle phase de la lutte.

Il désarme le peuple devant les assauts sauvages de l'opresseur, amoindrit son militantisme, mine sa confiance

dans ses dirigeants.

Mais en même temps, le Parti condamne les actes terroristes indisciplinés.

Il rejette la théorie selon laquelle toutes les méthodes de lutte non-violentes sont impossibles ou inefficaces, et continuera à préconiser toutes les formes de lutte par le peuple, y compris la non-collaboration, les grèves, les boycottages et les manifestations.

Avec les autres Congrès démocratiques le Parti communiste demande la convocation immédiate d'une convention nationale souveraine qui promulgue la constitution d'un Etat de démocratie nationale en Afrique du Sud.

C'est dans cette situation que le Parti communiste avance ses propositions immédiates devant les travailleurs et les démocrates de l'Afrique du Sud.

Ce ne sont pas des propositions pour l'établissement d'un Etat socialiste, mais pour la construction d'un Etat démocratique national.

Elles représentent une base de discussion pour tous les démocrates et les patriotes, en particulier pour les membres et les partisans des mouvements de libération nationale et des syndicats.

Propositions immédiates du Parti communiste

Structure de l'Etat.

Le Parti soutient le principe d'un Etat sud-africain unitaire avec un gouvernement de forme républicaine.

Tous les représentants régionaux et nationaux aux corps législatifs seraient éligibles et révocables.

Le vote, égal, direct et universel serait ouvert à tous les adultes, sans considération de race, de couleur, de sexe, de propriété, d'éducation, etc.

Le Parti déclare que le peuple révolutionnaire sud-africain ne peut pas seulement prendre la succession d'un Etat et d'un gouvernement établis pour maintenir le colonialisme, mais doit les détruire et créer à leur place de nouvelles institutions populaires.

Le Sénat et toutes les institutions basées sur la propriété et sur d'autres éléments anti-démocratiques doivent être abolis.

Il faut établir un nouveau découpage administratif territorial, grâce auquel les régions auraient leur propre gouvernement local qui répondrait aux traditions valables et aux aspirations des populations de chaque province, mais se conformerait aux

lois de l'Etat démocratique populaire.

Tous les vestiges de l'apartheid et de la discrimination raciale seraient définitivement éliminés de la vie publique.

Les rangs de l'administration, de l'armée, de la marine, de l'aviation, de la justice, de la police, des services municipaux et des autres services publics seraient ouverts à tous les Africains du Sud.

Des mesures spéciales seraient prises rapidement pour la promotion des Africains et des autres non-Blancs, afin que toutes les institutions d'Etat soient pleinement représentatives des populations sud-africaines.

Droits civils et sécurité de l'Etat.

L'Etat doit garantir la plus grande liberté de parole et de pensée, de presse et d'organisation, de conscience et de religion, à tous les citoyens.

La liberté de circulation doit être garantie au peuple.

La propagande raciale et contre-révolutionnaire doit être interdite.

Le peuple doit être libre de discuter toutes les idées démocratiques et toutes les opinions progressistes.

Afin de préserver et d'étendre les gains de la révolution, particulièrement dans la situation de l'Afrique du Sud, la plus grande vigilance doit s'exercer contre ceux qui chercheraient à organiser des complots contre-révolutionnaires, des intrigues, des sabotages, et contre toute tentative de restaurer le colonialisme blanc et de détruire la démocratie.

Au moment où seront étendues au peuple les plus grandes mesures démocratiques qui leur assureront la participation la plus complète à la vie publique du pays, une dictature vigoureuse et vigilante devra être maintenue par le peuple contre les anciennes classes exploitantes.

Pour atteindre ce but, le Parti proposera le licenciement de la police et de l'armée du colonialisme blanc.

Une nouvelle milice populaire et une armée de libération populaire dont les membres et les chefs seront des représentants éprouvés du peuple devront être créées.

Le Parti s'opposera toujours à toute forme du culte de la personnalité, aux méthodes illégales et arbitraires, à tout mauvais usage du pouvoir.

Il soutiendra la légalité des procédures et luttera pour protéger la sécurité du citoyen, l'inviolabilité de son domicile, l'intégrité de sa vie privée et de sa correspondance.

Le développement économique.

Afin d'assurer le développement rapide de l'Afrique du Sud, dans le sens d'un équilibre entre l'industrie et l'agriculture, contrairement à la politique économique unilatérale du colonialisme, afin d'abolir le chômage et d'assurer l'élévation continue des niveaux de vie et culturel du peuple, le Parti préconise le développement planifié et sur une large échelle de l'économie du pays, contrôlé et dirigé par l'Etat.

Afin d'assurer l'indépendance de l'Afrique du Sud, le Parti insistera sur le renforcement du secteur économique d'Etat, particulièrement pour l'industrie lourde, pour la construction des machines-outils et la production de carburant.

Il cherchera à mettre les secteurs vitaux de l'économie sous le contrôle de l'Etat national et démocratique et à corriger l'injustice historique en demandant la nationalisation de l'industrie minière, des banques et des monopoles industriels, posant ainsi les jalons du socialisme.

En même temps, l'Etat devra protéger les intérêts privés dans la mesure où ils ne seront pas incompatibles avec l'intérêt public.

Il devra offrir assistance aux producteurs non-monopolistes, en leur accordant des prêts d'Etat en échange de la participation de l'Etat à leurs entreprises, préparant ainsi la voie à une transition

graduelle et pacifique vers le socialisme.

L'Etat devra encourager et développer l'initiative et les talents du peuple et accorder des facilités à tous ceux qui montrent de l'invention, de l'habileté technique et d'autres aptitudes utiles à la société.

L'agriculture.

Pour se rallier les grandes masses agricoles et réparer les injustices commises à leur égard par les colonialistes, l'Etat révolutionnaire doit prendre des mesures draconiennes pour rendre la terre au peuple.

Le système des Réserves et toutes les lois raciales sur la propriété de la terre doivent être abolies.

Toutes les terres aux mains des paresseux, des exploiters, des parasites doivent être confisquées et mises entre les mains de ceux qui y travaillent et y vivent.

L'Etat doit garantir aussi aux fermiers et aux petits tenanciers qui travaillent eux-mêmes efficacement la terre la sécurité de leur tenure.

Toutes les transactions foncières doivent être faites en sorte que soit évitée l'accumulation des terres dans les mains des riches.

La possession communautaire ou tribale des terres doit être radicalement modifiée.

Les relations tribales et arriérées doivent être remplacées par des institutions démocratiques.

Une attention spéciale sera accordée à la construction, dans ces régions, d'usines, de stations électriques, de routes modernes et de voies de chemin de fer, afin de leur permettre de rattraper le développement économique et culturel du reste du pays.

Des techniques agricoles modernes et efficaces devront y être introduites.

L'Etat devra encourager le développement de coopératives et de fermes collectives administrées démocratiquement, plutôt que la propriété individuelle.

Des mesures énergiques devront être prises pour mécaniser l'agriculture, pour construire des réservoirs d'eau, pour irriguer la campagne, pour encourager l'élevage scientifique du bétail et la diversification des cultures.

Le but de l'Etat sera le développement d'une communauté rurale prospère et avancée, proche des niveaux de vie et d'éducation des populations urbaines.

Le travail et le bien-être social.

Le Parti communiste, parti de la classe ouvrière, demande l'amélioration du niveau de vie, des conditions de logement et de travail, des salaires et des loisirs des ouvriers.

Il propose que tous les travailleurs, sans exception, soient autorisés à former des syndicats et aient droit aux lois sur le travail, au salaire minimum national, aux congés payés, aux congés de maladie, à l'allocation-chômage, aux règles de sécurité dans les mines, les usines, les fermes, etc.

Le Parti demande une protection spéciale pour les ouvrières, l'abolition de toutes les restrictions à l'égard des femmes mariées, les congés de grossesse ayant et après la naissance.

Le Parti luttera pour l'égalité des droits de la femme dans tous les aspects de la vie publique, sociale et privée.

Il travaillera à l'élimination de la polygamie, il luttera vigoureusement contre les vestiges du mépris dans lequel sont tenues les femmes, considérées seulement comme des cuisinières, des domestiques, des nounous et des femmes de ménage.

Il luttera pour l'accès des femmes à tous les secteurs de l'Etat, de l'industrie, du commerce, de la science et de l'université.

Le Parti propose l'institution d'un service médical d'Etat, procurant à tous des soins préventifs et curatifs gratuits, l'hôpital, les médicaments, les lunettes, les soins dentaires, etc.

Le Parti propose la gratuité de la nourriture pour tous les élèves des écoles, le prix modéré des transports pour tous les travailleurs, des pensions suffisantes pour tous les vieillards ainsi que pour tous les déshérités incapables de gagner leur vie.

Le Parti demande l'abolition de toute ségrégation de résidence et l'octroi de logements convenables pour tous, en particulier pour ceux qui vivent dans des taudis.

L'éducation.

Il ne doit pas y avoir de ségrégation dans l'éducation.

L'Etat doit fournir à tous les enfants l'éducation primaire et secondaire gratuite.

Les niveaux d'éducation doivent être les mêmes pour tous les enfants, sans distinction de race, de langue ou de statut économique et doivent développer dans l'esprit des citoyens l'amour de leur peuple, de leur pays et de l'humanité.

Tous doivent pouvoir recevoir les mêmes facilités pour accéder à l'enseignement supérieur et à la formation technique spécialisée.

Cependant, pour corriger le colonialisme, la priorité doit être donnée à la formation de spécialistes africains et non-Blancs dans tous les domaines.

L'Etat doit organiser une campagne parmi les masses pour l'élimination complète de l'analphabétisme adulte.

Tous les enseignants doivent avoir leur niveau de vie garanti et le droit de participer à la vie publique.

Ils doivent avoir la possibilité d'atteindre aux plus hautes qualifications ; leur rémunération et leur promotion ne doivent être fondées que sur leurs qualifications et leurs mérites.

Les droits nationaux.

Vu les ravages causés par les colonialistes blancs, le Parti demande des mesures exceptionnelles pour rétablir les droits, la dignité, la culture et le respect de tous les groupes nationaux habitant notre pays.

Toutes les langues employées par les populations d'Afrique du Sud doivent jouir des mêmes droits et du même statut.

Dans les administrations régionales, dans les organes des gouvernements locaux, dans renonciation des lois, au tribunal, la langue employée devrait normalement être celle parlée par la

majorité de la population de la région.

L'Etat devrait encourager, en particulier, l'unité du peuple africain et favoriser l'esprit d'unité de tous les Sud-Africains.

Il devrait aussi encourager et stimuler le développement d'une conscience nationale riche et sans antagonismes, et rendre une fierté légitime à toutes les couches de la population. Il devrait encourager le développement de la culture, de l'art et de la littérature du pays.

Le Parti, favorable à un Etat sud-africain uni, reconnaît [e droit pour toutes les nationalités du pays à se développer et à déterminer leur propre avenir.

Pour le permettre, le Parti demande l'abolition du système des Réserves et le développement régulier de l'agriculture, de l'industrie et des communications dans toute l'Afrique du Sud.

La liberté de circulation doit être un droit inviolable pour tous les citoyens qui, tous, doivent jouir de droits et : statuts égaux dans toutes les parties du pays.

Des mesures vigoureuses doivent être prises pour la formation et la promotion des non-Blancs, particulièrement des Africains, aux postes de responsabilité et de direction dans les entreprises agricoles et commerciales, au professorat, aux emplois de médecins, de pharmaciens, d'architectes, de scientifiques et

d'ingénieurs, aux postes de direction de toute sorte.

Considérant que la tâche principale est de corriger les injustices et les crimes perpétrés contre la majorité africaine, l'Etat doit aussi préserver et garantir les droits des groupes minoritaires, qu'ils soient européens, de couleur, indiens, chinois ou autres.

L'Etat doit protéger les droits de tous les citoyens d'une manière égale, et s'opposer vigoureusement à tous les vains actes de revanche qui ont leur racine dans le passé.

Toute manifestation de racisme, y compris l'emploi de termes méprisants pour désigner les membres des différents groupes nationaux, doivent être interdits par la loi.

Les relations étrangères.

L'Etat démocratique national d'Afrique du Sud devra être entièrement indépendant. Sa politique sera fondée sur la coexistence des pays à systèmes sociaux différents.

Son but sera de renforcer les Nations Unies et d'en faire un instrument de paix plus démocratique et plus efficace.

Il devra œuvrer pour le désarmement général et la suppression des guerres comme moyens de résoudre les conflits entre les nations.

L'Afrique du Sud ne devra rejoindre aucune alliance militaire impérialiste ni aucun bloc de puissance et ne permettra à aucune base impérialiste de s'installer sur son territoire.

Une Afrique du Sud démocratique s'efforcera de créer les liens les plus étroits et les plus fraternels entre tous les Etats africains pour avancer dans l'unification de l'Afrique.

L'Afrique du Sud démocratique doit s'efforcer d'établir les relations les plus étroites et les plus fraternelles sur la base de l'égalité complète entre nos pays et ses voisins du Sud-Ouest Africain, du Basutoland, du Béchuanaland, du Swaziland, de la Mozambique et de la Rhodésie.

Il doit proclamer et observer scrupuleusement le droit à l'auto-détermination et à l'indépendance de l'Afrique du Sud-Ouest, du Basutoland, du Béchuanaland et du Swaziland.

Une Afrique du Sud libre devra rendre assistance à tous les autres Africains dans leurs luttes pour se libérer du colonialisme.

Un Etat sud-africain démocratique établira des relations diplomatiques, culturelles, commerciales et économiques avec tous les pays, quel que soit leur système social, et cherchera à conclure des accords égaux et à bénéfiques mutuels avec eux, et à renforcer les liens amicaux et fraternels entre tous les peuples du monde.